

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Saguenay–Lac-Saint-Jean

Dossier : 1308108-31-2302

Dossier accréditation : AQ-1003-1877

Montréal, le 14 avril 2023

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Annie Laprade

Maison "Halte Secours"
Employeur

et

Syndicat des employés de la Maison Halte Secours (CSN)
Association accréditée

DÉCISION RECTIFIÉE

Le texte original a été modifié le 22 avril 2025 et la description du correctif est annexée à la présente décision.

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du *Code du travail* (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

¹ RLRQ, c. C-27.

ATTENDU qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 111.0.17 du Code, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une entreprise qui n'est pas visée à l'article 111.0.16 du Code ou d'une association accréditée de cette entreprise, ordonner à ceux-ci de maintenir des services essentiels en cas de grève, si la nature des activités de cette entreprise la rend assimilable à un service public; l'entreprise est alors considérée comme un service public pour l'application du Code;

ATTENDU que la nature des activités de l'entreprise, soit l'exploitation d'un service d'hébergement pour personnes victimes de violence conjugale, la rend assimilable à un service public;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Toutes les salariés au sens du Code du travail, à l'exception des employés de bureau. »

De : **Maison "Halte Secours"**
Adresse non publiable

Établissement visé :

Adresse non publiable;

ATTENDU qu'une grève des salariés représentés par l'association accréditée dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

DÉCLARE que l'entreprise doit être considérée comme un service public pour l'application du *Code du travail*;

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du *Code du travail* en cas de grève;

SUSPEND

l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Annie Laprade

M^{me} Judith Cantin
Pour l'employeur

M^e Raphaëlle Gauvin
LAROCHE MARTIN (SERVICE JURIDIQUE DE LA CSN)
Pour l'association accréditée

AL/mpl

Rectifications apportées le 22 avril 2025 :

En raison de la nature des activités de l'employeur, son adresse et celle de l'établissement visé ont été retirées.